

Les prédateurs sociaux qui ont envahi le marché de l'emploi en RDC - 1/3

Est-ce que tout Congolais désavantagé équivaut à un Congolais avantagé ? Oui, je vous l'affirme d'avance. Nous vivons dans une société dérégulée pétrie de non sens. Comment prend-t-on du goût à sillonner les offres d'emplois disponible de bouche-à-oreille et de téléphone-à-téléphone pendant qu'il y'a des compatriotes qui triment toutes les journées devant les valves des entreprises ?

Est-ce que tout Congolais désavantagé équivaut à un Congolais avantagé ? Oui, je vous l'affirme d'avance. Nous vivons dans une société dérégulée pétrie de non sens. Comment prend-t-on du goût à sillonner les offres d'emplois disponible de bouche-à-oreille et de téléphone-à-téléphone pendant qu'il y'a des compatriotes qui triment toutes les journées devant les valves des entreprises ? Dans mes entretiens avec certains de mes compatriotes impliqués parfois dans ce système ils m'ont successivement appris que c'était de la solidarité républicaine que de venir en aide à son prochain direct. Mais, que disent-ils vraiment du prochain direct ? Disent-ils qu'il est sacré de priver de l'emploi à des dizaines de milliers de têtes aptes qui quittent l'université avec beaucoup d'estimes pour la vie pour satisfaire nos liens directs ? N'est-ce pas là un déséquilibre social ?
Richie Lontulungu

Le désavantage des uns fait l'avantage des autres

Pendant que les uns attendent des années pour se capter un emploi décent, il y'en a qui parviennent à le capter par le truchement de noms et grâce à un favoritisme sans précédent. Autant de termes s'emploient au Congo : recommandation, quotas, réservation, etc. Quel avenir professionnel pour les citoyens ordinaires et les sans étiquettes qui constituent plus de 80% de cette société ? Dois-je rappeler que ce système cause un déséquilibre social aussi réel que cela menace même le vivre ensemble et l'acceptation sociale en RDC ? Ceux qui prennent captif les offres d'emplois pour les céder à leurs proches croient faussement réaliser un bien-être universelle usant de l'influence que procure tel ou tel autre rang social. Mais, cela est une véritable contradiction sociale. C'est du devoir de l'Etat en premier ressort de créer des mécanismes de sélection ouverts à tous les citoyens. Pourquoi les recommandations pèsent-elles aussi fortement sur le marché de l'emploi en RDC alors que seule la méritocratie doit constituer le tamis pour toutes les intelligences désireuses d'accéder aux hautes fonctions de responsabilité ?

La réalité aujourd'hui dans le pays est telle qu'au côté de plus de 50,000 nouveaux diplômés d'études universitaires chaque année seuls 9% proviennent de la classe mixte moyenne et riche. Plus de 91% appartiennent aux plaques de la société. Face à un réseau qui s'arrache toutes les offres d'emplois, les marchés publics y compris, l'Etat congolais se trouve dans un impératif de recadrage du système de distribution d'emplois disponibles. Si le mécanisme de sélection n'est pas étudié à la loupe, la plus grande section de la société sera toujours laissé-pour-compte, sans destin et sans avocat. Ce qu'on observe aujourd'hui c'est que des diplômés de grand-mérite s'engouffrent dans la débrouillardise surtout dans des cabines téléphoniques. Il est à conclure que la place de tous ces gens n'est pas là. Ces gens ne manquent pas de force ni d'aptitude. C'est la société qui ne les avantagent pas. Dans chaque société, un concours d'admission à tous les niveaux ouvert à tous les citoyens indépendamment de la couleur de la peau, de l'accent ou de la morphologie c'est le seul mécanisme d'accès à des fonctions de responsabilité.

L'autre phénomène c'est qu'en RDC, les employeurs ont inventé leurs propres tuyaux de sélection de nouveaux agents. Un système dont ils sont les seuls à comprendre alors qu'un code-pays devait imposer à tous un schéma unique de sélection pour l'embauche. Il arrive de fois qu'on voit paraître un semblant de publication d'offres d'emplois dans les valves des organisations ou tantôt dans les médias en ligne. Même à ce niveau, les heureux bénéficiaires sont déjà connus d'avance. Si non, qui contrôle quoi pour savoir comment les choix aboutissent ? Parfois, il y'a de ces organisations qui vont jusqu'à abuser du temps des demandeurs d'emplois en leur soumettant à des farces de tests d'embauche où ils sont commis à l'échec d'avance. Mais une chose,

Les prédateurs sociaux qui ont envahi le marché de l'emploi en RDC - 2/3

pourquoi l'Etat n'assure-t-il pas le contrôle et le monitoring pour s'assurer que les choses se passent conformément à la règle pour que ceux qui travaillent plus gagnent plus ou encore que chacun mérite sa place ? Cette malaise s'observe jusqu'au niveau des entreprises publiques. Les sélections de bouche-à-oreille et de téléphone-à-téléphone. Si l'Etat ne crée pas l'emploi ou ne garantit pas à tous les demandeurs d'emplois sa protection, la société continuera à se dérégler et la grève sociale sera difficile à arrêter.

Qu'est-ce qui favorise ce comportement ?

D'un point de vue sociologique on s'aperçoit que le caractère conservateur qui s'est développé dans quelques citoyens congolais trouve sa cause dans le sous-emploi qui bat son plein. Le sous-emploi c'est ce régime où la quantité d'emplois disponibles est inférieure à la quantité d'emplois en demande dans le pays. Résoudre cette casse-tête au Congo qui apporte cynisme et égoïsme appelle à coaliser les efforts pour l'atteinte du plein-emploi en lieu et place de verser dans des mesquineries politiques qui ne procurent visiblement aucun bien à la grande masse laborieuse sans emplois. La création d'emplois décents et durables sous toute ses formes doit demeurer la priorité des congolais pour redresser la courbe des inégalités sociales. Il faut en outre ressusciter la roue du progrès aujourd'hui complètement enterrée. Une chose est sûre, aussi longtemps que le plein-emploi ne sera pas atteint dans ce pays la ligne de démarcation entre chanceux et malchanceux éternels s'étirera davantage et les inégalités dans la distribution d'emplois disponibles seront d'autant plus grandes. Dans l'histoire de toutes les sociétés ce qu'il faut craindre c'est de voir les habitudes qui au départ sont anormales devenir un rythme de vie normale. Une fois là, ce point tue l'évolution et le progrès. Aujourd'hui nous disons que le Congo peut toujours se rattraper même si les chances de voir réapparaître une société égalitaire s'écartent davantage.

Méditons sur une chose. Ce syllogisme est tel que nul Congolais ne peut passer une offre d'emploi qui tombe sur sa table à une troisième personne aussi longtemps que dans sa propre famille ou encore dans son cercle restreint des intelligences chôment. C'est une réalité évidente. C'est aussi ce qu'on appelle la courbe inversée de la bienfaisance. La plus part de mes compatriotes interrogés dans le cadre de mes recherches sur l'emploi et qui sont pour certains impliqués dans cette pratique de refus de partager des offres d'emplois, ils disent tous que venir en aide à son prochain direct c'est réaliser un bien-être universel. Voyez-vous ? Dans ce cas, même une campagne de changement de mentalités ne saurait changer la compréhension des gens aussi longtemps que les conditions restent les mêmes. Aussi longtemps que l'Etat n'invente pas une procédure imposable à tous, par tous et pour tous, ceux qui confisquent les offres d'emplois pour les passer à des proches vanteront toujours de réaliser une sorte de bien pour l'humanité même si il ne s'agit que de leur propre humanité. Les relations humaines sont faites telles que chacun ne vient en aide à tout le monde qu'après s'être assuré que dans sa propre maison tout va bien. Tout le monde est satisfait de son vécu et a un emploi viable (job).

Pourquoi le plein-emploi est aussi important pour la RDC ? C'est parce que dans ce régime la quantité d'emplois disponibles est supérieure à la quantité d'emplois en demande dans le pays. C'est ce qui fait même que dans d'autres nations on fasse appel à la main d'œuvre étrangère. Une main d'œuvre non essentielle toutefois. Il ne suffit pas d'être prophète pour prédire que lorsque le Congo atteindra ce point d'achèvement (plein-emploi) les opportunistes seront ouvertes à tous les citoyens et de manière équitable. Sans ce plein-emploi, il sera infaisable si pas impossible de ramener les gens au bon sens.

Pour donner de l'air à toutes les poitrines et de l'emploi à toutes les intelligences, seul le plein-emploi demeure une réponse et sa réalisation n'a pour seule piste que la création d'emplois. Une autre piste pour quitter le seuil du sous-emploi c'est d'encadrer, de promouvoir et d'entretenir l'entrepreneuriat. Par là, l'autonomisation des populations est directement visée. Le constat en RDC c'est que beaucoup de réalisations économiquement

Les prédateurs sociaux qui ont envahi le marché de l'emploi en RDC - 3/3

efficace passent d'un revers de la main.

Deux choses sont indispensables aujourd'hui : – savoir identifier les talents disponibles et investir dans les talents disponibles. Les Congolais sont tout aussi créatifs que les autres peuples c'est la société qui ne les avantage pas. Juste à titre d'illustration, faites un regard sur le petit-peuple qui n'a pas accès aux fonds de promotion des initiatives locales parce que là encore on retrouve des noms de marque en première ligne de crédit. La stratégie de promotion en place, conçue au départ pour booster la création d'emplois, n'avantage qu'une minorité des gens. J'ai parcouru dans le cadre de mes enquêtes beaucoup de fabriques locales jusqu'à faire la rencontre d'un groupe de cinq jeunes pragmatiques qui fabriquent des abajours, de tables et de lustres à base de bouteilles en plastique recyclées. Une création tout aussi spectaculaire et innovante que le robot humanoïde qui régule la circulation à Kinshasa. J'y est pensé surtout face à la course aux innombrables déchets plastiques qui étranglent la capitale Kinshasa. Ces petites initiatives si l'on en compte autant peuvent prêter main-forte à l'Etat. La chose c'est qu'elles soient capitalisées et orientées vers le résultat.

Il faut que l'Etat congolais mette la main dans sa poche pour aider le congolais promoteur et porteur d'idées innovantes à se développer.

Comment l'emploi local disponible est à la solde des étrangers

La population congolaise mérite d'être tirée de la concurrence déloyale que l'impose les étrangers en RDC. Nous parlons là de l'Etat face à la protection des autochtones et donc, des intérêts congolais. C'est au-delà du compréhensible que de retrouver des sujets étrangers entraînés à exercer dans le petit-commerce. Ce même petit-commerce garanti par les textes légaux aux congolais. Ce qui se passe est une forme de contradiction sociale exacerbée. Il faut à la RDC de protéger les quelques emplois disponibles et en faire des emplois latéraux et extensifs. La relation entre un Etat et les hommes d'affaires étrangers n'a jamais été un mariage à long terme mais les locaux sont les partenaires permanents de l'Etat. La conséquence directe de la concurrence déloyale c'est que les locaux ferment leurs portes. En fermant leurs portes ce sont des milliers de familles reversées directement dans la courbe du chômage estimée en 2016 à 71% de la population. Les plus résistants d'entre les locaux réduisent leurs services et n'offrent plus qu'un service minimum et à un espace réduit et cette situation conduit à la baisse du pouvoir d'achat. Si la création d'emplois tarde à venir, les emplois disponibles doivent être préservés pour ne pas verser tout le peuple dans la misère.

Ce que je pense...

Nous sommes face à une équation aux inconnues multiples en RDC. D'une part, l'emploi disponible est distribué à une section des gens suivant un schéma tout à fait occulte qui n'avantage pas tout le monde, l'Etat qui n'opère pas un suivi instantané pour savoir si tous les mécanismes de sélection dans des entreprises privées comme publiques suivent la courbe de sélection prévue, les prédateurs sociaux qui confisquent les offres d'emplois pour les réduire à un cercle d'amis se rangent derrière le sous-emploi et croient réaliser un bien pour l'humanité, l'Etat qui ne sait dire combien d'emplois sont créés par an et comment ces emplois ont été distribués, l'Etat qui ne crée pas suffisamment de nouveaux emplois ce qui rend le plein-emploi imprévisible même dans le long terme et les citoyens qui tentent de mettre en place des petites initiatives locales qui créent l'emploi pour 2 à 5 personnes sont étouffés par la concurrence déloyale que leur impose les étrangers. Il est question de bien fixer les choses car, si on règle bien les choses, on ira pas chercher un monteur de briques en Inde ou en Chine. Résoudre la crise de l'emploi en RDC passe par la réglementation du système. Aussi, les recommandations et les réservations mais aussi la quotatation dans le marché de l'emploi sont des constructions sociales bidons à démanteler rapidement pour une société congolaise accessible à tous des citoyens.